

Réflexions comparées sur l'historiographie africaniste de langue française et anglaise (1)

Il ne m'est pas si naturel de parler des études africaines et plus précisément de l'histoire africaine en France, puisque depuis une bonne quinzaine d'années je lis en moyenne au moins dix fois plus d'ouvrages en langue anglaise qu'en langue française. Je tâcherai aussi de ne pas tomber dans ce travers si typique de nombre d'intellectuels français qui consiste à trouver une sorte de plaisir masochiste à dénigrer leur propre culture. Néanmoins, avant d'entreprendre ce papier, je me suis posée la question suivante : quels sont les historiens qui m'ont le plus aidée à mes débuts dans l'histoire africaine : s'agit-il d'africanistes ? J'ai dû reconnaître : non. Plus encore, quels sont les spécialistes qui aujourd'hui n'ont cessé de m'aider à progresser, du moins je l'espère : s'agit-il d'africanistes français ? Eh bien, dans l'ensemble, une fois encore, non. Ceci fait problème.

Je crois pouvoir affirmer que j'ai peu appris sur l'Afrique de la part des historiens français de l'Afrique, au moins dans la première partie de ma carrière. J'ai appris bien davantage des historiens de langue française dont les travaux ont porté sur la France. J'ai fait partie, et tiré grand profit de l'« École des Annales », j'ai appris beaucoup des anthropologues, en particulier en anthropologie économique, j'ai aussi beaucoup reçu des politologues, et des historiens d'autres parties du monde, historiens du Maghreb, de la péninsule indochinoise ou même de l'Amérique latine. Bref, les Maîtres qui m'ont le plus influencée, je les ai cités en tête de l'un de mes ouvrages : Fernand Braudel, bien sûr, mais aussi Jean Bouvier, grand historien économiste de la France contemporaine, Charles-André Julien historien du Maghreb, et Jean Dresch géographe de l'Afrique du Nord. Et si j'ai cité Henri Brunschwig, c'est davantage par admiration pour sa science du métier et par sentiment filial que pour avoir voulu suivre ses traces, même si je constate qu'il compte parmi ceux de son temps dont les écrits tiennent le mieux la rampe, bien que les étudiants d'aujourd'hui aient un certain mal à accepter la tonalité des années 60. Parmi les africanistes, je n'étonnerai personne en rappelant que les pensées les plus marquantes furent en ce temps, pour les Français (car ce fut différent pour les Africains), celles de sociologues comme Georges Balandier,

d'anthropologues comme Claude Meillassoux ou d'économistes comme Samir Amin, et à la génération suivante de politistes comme Jean-François Bayart (2).

Mais si je songe aux historiens de l'Afrique qui m'ont marquée et avec lesquels je me sens le plus en prise, je dois reconnaître qu'en revanche une foule d'historiens anglophones, Britanniques, Américains et, faut-il le rappeler, bien entendu Africains me vient à l'esprit : John Fagé pour l'ancienne génération fut pour moi un modèle, il y eut aussi Peter Gutkind, John Middleton, puis David Birmingham, Gervase Clarence-Smith, Anthony G. Hopkins, John Iliffe, John Lonsdale, Shula Marks, Terence Ranger, R.I. Rotberg, Edward Alpers, Ralph Austen, Fred Cooper, David Robinson, Allen Isaacman, Martin Klein, Paul Lovejoy, Patrick Manning, Phyllis Martin, Joseph Miller, David Newbury, Marcia Wright, Toyin Falola, Abdul Sheriff, Tyambe Zeleza (3)... Je m'aperçois que cette liste tout juste indicative omet encore beaucoup d'historiens (pour se limiter à cette seule discipline) parmi ceux qui m'ont le plus appris ; encore ne citais-je que des auteurs de ma génération ou d'une dizaine d'années plus jeunes, alors que ceux qu'ils ont formés ne cessent aujourd'hui de sortir à leur tour des œuvres percutantes. Heureusement aussi, même s'ils sont rarement publiés, j'ai appris, et j'apprends de plus en plus des collègues africains dont un certain nombre furent naguère mes étudiants ; j'ai donc le privilège d'en connaître beaucoup par leur thèse souvent inédite. Parmi tous ces collègues qui sont restés, par courage ou par nécessité, dans leurs universités africaines pourtant dépourvues de tout, un petit nombre réussit néanmoins à se situer à la pointe de la recherche et certains sont invités dans les grands colloques (Alpha Gado Boureima, Mamadou Diouf, Idrissa Kimba, Georges Madiéga, Ibrahima Thioub...). Aujourd'hui c'est à eux tous, à leurs réactions et à leurs commentaires qu'est due, de plus en plus, une bonne part sinon de mon savoir du moins de ma compréhension des réalités africaines. Je n'ai malheureusement pas cette familiarité avec la littérature africaine récente de langue anglaise, sans doute tout simplement parce que les historiens anglophones ne sont guère publiés davantage que leurs homologues francophones.

Serait-ce que les historiens de langue française sont de moindre qualité ? Aujourd'hui, assurément non. Mais nous affrontons une dure réalité, une différence importante entre l'école africaniste américaine et l'école française : aux États-Unis, l'histoire africaine est largement enseignée dans

(1) Le point de départ de ce texte a été une communication faite en anglais à l'African Studies Association, table ronde organisée par F. Bernault, « A Discipline in Transition : African History in France », San Francisco, novembre 1996.

(2) Consacrant cet article aux *historiens*, je ne mentionnerai guère ici les travaux d'autres disciplines qui ont jalonné la même période, parmi lesquels les géographes (P. Pélissier, G. Sautter) et les anthropologues « historisants » (E. Terray, H. Memel-Foté, M. Izard) ont joué un rôle pionnier.

(3) On me pardonnera de ne pas

transformer cet article en inventaire bibliographique : je n'énumère donc pas les ouvrages marquants parfois multiples de ces différents auteurs. Je mentionnerai néanmoins le dernier, en raison de son originalité (et de son excellence) et parce qu'il n'est guère encore connu du public français : T. Zeleza, *A Modern Economic History of Africa*, vol. I : *The Nineteenth Century*, Dakar, CODESRIA, 1993, ouvrage couronné du Noma Award 1994 (prix de la meilleure œuvre africaine de l'année toutes disciplines confondues) comme le fut dix ans auparavant l'ouvrage de P. Kipré cité en note 14.

les universités. Certes, les circonstances s'y prêtent par la forte présence des *African Americans*. Qui plus est, dans ces universités américaines réputées il ne s'agit plus, comme il y a une trentaine d'années, de faire illusion par la création opportune de départements afro-américains dont la valeur était alors discutée et souvent discutable, mais de la présence de solides spécialistes dans des départements d'histoire de haut niveau (Ann Arbor, Columbia, Harvard, Madison, Michigan, Minneapolis, North Western, Princeton, Stanford, Yale). En outre, la « fuite des cerveaux » fait que les historiens américains ont la chance de travailler côte à côte et de concert avec des historiens africains désormais relativement nombreux à être en poste dans les universités d'outre-Atlantique – on sait qu'hélas en France la politique malthusienne et xénophobe actuelle va dans le sens contraire. De plus en plus de jeunes historiens africains anglophones se retrouvent aujourd'hui aux États-Unis, comme Emmanuel Kwaku Akyempong, enseignant à Harvard (4). Mais il en est de même d'historiens africains francophones qui, passés il n'y a pas si longtemps par les bancs des universités françaises, sont venus irriguer les départements américains comme Jean-Paul Bado (issu de l'université de Provence) (5), Achille Mbembe ou Mohamed Mbodj (formés à l'université Paris-VII).

Les historiens africanistes francophones sont donc très peu nombreux. Sans chercher à les énumérer, il est probable qu'en additionnant les noms de tous ceux qui sont actuellement en poste dans les universités et les divers instituts supérieurs de recherche, on arriverait difficilement à en trouver plus d'une douzaine. Comme, jusqu'à il y a peu, les étrangers n'avaient pas le droit d'être titularisés dans les universités françaises, et comme depuis les lois sur l'immigration (dites Pasqua et Debré) docteurs et doctorants africains francophones ne peuvent plus guère, faute de moyens et d'accueil, accéder aux mêmes universités, le recrutement et les vocations sont rares. Notre production scientifique est parfois excellente : elle n'est proportionnellement pas meilleure que celle de langue anglaise, ce qui signifie en définitive que le nombre de bons travaux en langue française est statistiquement très inférieur. Il suffit de constater chaque année, à l'exposition de livres de la conférence américaine de l'African Studies Association, la quantité de bons livres nouveaux sur les questions les plus variées y compris sur l'Afrique francophone, la qualité (parmi bien d'autres presses souvent d'universités prestigieuses) d'une production régulière et abondante comme celle de l'éditeur James Currey/Heinemann, même si l'on peut en regard aligner les quelques productions marquantes de nos maisons spécialisées : La Découverte, L'Harmattan ou Karthala. Qui plus est, aux États-Unis, la majeure partie des ouvrages publiés sont le fait de nationaux ; en France, de plus en plus, les auteurs publiés sont certes francophones, mais de moins en moins français. C'est un très bon signe pour l'histoire francophone, mais nettement moins positif pour l'africanisme français. Or, en histoire africaine comme pour tout autre histoire, nous avons besoin d'un regard croisé : il est bon que l'école historique

(4) E. Akyempong, *Drink, Power and Cultural Change. A Social History of Alcohol in Ghana*, Heinemann, 1997.

(5) Sa thèse sur l'histoire de la médecine

coloniale, dirigée par M. Michel, a été publiée : *Médecine coloniale et grandes endémies en Afrique*, Paris, Karthala, 1996.

africaine progresse, il n'est pas sain que l'école historique française se désintéresse de la question.

Je voudrais revenir sur cette notion de regard croisé, car on peut être agacé par la réticence d'un certain nombre d'africanistes français à se départir d'un regard un tantinet condescendant sur la production africaine. Bien sûr, il est aisé d'arguer que celle-ci n'est pas toujours de bonne qualité : parfois, peut-être même souvent, ni la langue, ni la méthode, ni même le savoir ne sont d'un niveau excellent pour toute une série de raisons : le français africain n'est pas le français de France et exige un toilettage que bien peu de revues sont disposées à fournir à supposer qu'elles en aient les moyens, le mode de raisonnement manque parfois de rigueur cartésienne, les moyens de documentation et l'accès aux courants internationaux de la recherche sont déficients. Mais ces raisons ne sont pas vraiment convaincantes. La vraie raison est à trouver dans l'histoire elle-même, dans l'histoire du savoir sur l'Afrique, ce que Valentin Mudimbe a appelé la « bibliothèque coloniale ». Celle-ci est chez nous probablement plus prégnante que dans le monde anglo-saxon, aussi bien aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne, où le « pré carré » de l'ancien domaine colonial a beaucoup moins sévi que chez nous, au moins en ce qui concerne l'Afrique. Chercheurs ou non, les Français ont à gérer un héritage lourd, et ne le gèrent pas si bien. Le savoir sur l'Afrique a été solidement construit en France depuis le début de la colonisation et à cause d'elle, une colonisation qui s'est prolongée plus tard qu'en Grande-Bretagne où, quelles qu'aient été les réticences ultérieures, les choses furent jouées dès l'indépendance de l'Inde en 1947. C'est d'ailleurs en 1947 que l'histoire britannique de l'Afrique a reçu officiellement droit de cité avec la création de deux chaires universitaires, celle de Roland Oliver à la SOAS (School of Oriental and African Studies) de l'Université de Londres, et celle de John Fage au Legon College d'Accra. En revanche, malgré le rôle d'éveilleur de conscience de Jean Suret-Canale, dont l'impact en France fut analogue à celui de Basil Davidson en Grande-Bretagne ou Joseph Ki-Zerbo en Afrique, l'histoire africaine française n'a été reconnue que quinze ans plus tard, avec la création de la direction d'études confiée à Henri Brunschwig en 1961 seulement, deux ans avant la création de deux chaires en Sorbonne attribuées à Hubert Deschamps et Raymond Mauny, tous deux anciens administrateurs de la France d'Outre-Mer. L'histoire africaine de langue française est donc une science sociale très jeune. Auparavant, le savoir africaniste sur l'Afrique était un savoir colonial dont le dernier représentant marquant fut Robert Cornevin.

Ce savoir africaniste – comme d'ailleurs tous les savoirs africanistes de l'époque – avait été élaboré la main dans la main avec l'impérialisme colonial. Ce n'est pas un point de vue critique : c'est un fait. On trouve son origine plus lointaine dans la découverte des sociétés autres par le siècle des Lumières, au moment où l'Europe s'ouvrait définitivement au reste du monde. Ce n'est pas un hasard si, comme je l'ai rappelé ailleurs (6), le mot *ethnie* est apparu dans la langue française à la fin du XVIII^e siècle, et si l'*ethnologie* est devenue une science au XIX^e siècle. Le

(6) « L'anthropologie ou la mort du Phénix ? », *Le Débat*, n° 90, 1996, pp. 114-128.

musée d'Ethnographie a été créé à Paris en 1880, au moment précis du démarrage du *Scramble for Africa*. En ce temps-là, l'anthropologie se bornait à l'anthropologie physique dont l'objectif était plus ou moins de démontrer l'inégalité de ce que l'on appelait encore dans le monde scientifique d'alors les *racés*. Les choses n'ont évolué qu'autour de la Deuxième Guerre mondiale. Le premier signe en fut, dès 1938, le changement de nom du musée d'Ethnographie devenu musée de l'Homme. C'était la naissance d'une nouvelle science sociale, née de la redécouverte et de la redéfinition d'un mot ancien, celui d'*anthropologie*, compris désormais dans son sens étymologique : science de l'homme, l'homme étant reconnu comme une entité universelle.

Autrement dit, les sciences sociales sont le reflet de leur temps : l'ethnologie et l'ethnographie sont nées de et avec la colonisation, l'anthropologie correspond à la décolonisation, et l'histoire, en l'occurrence fille des précédentes, est devenue possible avec les indépendances. Cette histoire, qui a fait feu de tout bois, s'est donc nourrie des productions coloniales antérieures. Celles-ci ont inventé des concepts qui empoisonnent encore la vie scientifique, faute d'avoir tous été revus et amendés, « déconstruits », comme l'on dit aujourd'hui. Sous la pression de l'actualité révélatrice de désadaptations conceptuelles flagrantes, le travail a commencé d'être entrepris en quelques domaines, comme celui de l'*ethnie*. Jusqu'à la fin des années 80 en effet, le mot était resté chargé dans la littérature anthropo-historique néo-coloniale de sens cumulés au cours du temps : le mot provient du grec où le substantif désignait les étrangers de la campagne par opposition aux citoyens libres de la cité-État (ces derniers seuls civilisés) ; il a pris à l'époque moderne le sens de « païen » par opposition aux chrétiens (dictionnaire Littré, XIX^e siècle). Autrement dit, il s'agissait à proprement parler de rustres non civilisés (tradition *versus* modernité). Ce travail de critique du concept est loin d'être achevé pour d'autres, celui de la *ville* par exemple, comme si les Africains avaient moins le droit d'être citoyens que les autres, ou bien encore celui du poncif toujours présent en filigrane du dualisme tradition/modernité...

Ceci dit, tout n'est pas négatif dans l'africanisme français. Il est des domaines où, parce que le contexte est très différent, l'avance française est au contraire évidente. Ainsi le débat très vivace aujourd'hui aux États-Unis entre l'afrocentrisme et la connaissance africaniste classique paraît aux francophones un combat d'arrière-garde, dans la mesure où il a eu lieu chez nous il y a déjà une génération. Si elle ne traduisait pas un malaise profond entre deux communautés déchirées, la redécouverte par les *African Americans* de Cheikh Anta Diop et la polémique autour de *Black Athena* de Martin Bernal prêteraient plutôt à sourire, car l'eurocentrisme, via entre autres l'égyptologie blanche, fait chez nous figure de vieux débat. Cheikh Anta Diop, à la fin des années 50, fut diabolisé par les égyptologues classiques, rejeté par l'*establishment* universitaire et marginalisé d'une mention « passable » dédaigneusement accordée à sa thèse d'État (7), alors qu'aujourd'hui on est devenu surtout sensible à son génie visionnaire en dépit des entorses qu'il fit à la rigueur scientifique. Africanistes français et historiens africains sont depuis lors tombés dans l'ensemble d'accord :

(7) *Nation nègre et culture*, Paris, Présence africaine, 1955.

Cheikh Anta Diop a eu beaucoup d'idées, certaines très justes, d'autres discutables, d'autres exagérées ; son intuition relevait du bon sens mais ne fut pas nécessairement servie par ses qualités d'historien qui n'en restent pas moins sujettes à critique, puisque aussi bien son métier était davantage d'être un physicien qu'un historien. C'est pourquoi, face à ce relatif consensus raisonnable, les excès auxquels se livrent de part et d'autre les « écoles » américaines à ce propos nous paraissent aussi peu crédibles que nos excès passés. Ainsi, très souvent, un fossé de plusieurs années, voire de plusieurs décennies apparaît en deçà et au-delà de l'Atlantique, démontrant que la distance est au moins autant culturelle que linguistique, car elle repose sur deux contextes politiques et sociaux différemment rythmés.

Ceci dit, bien que brève, l'historiographie africaniste française a désormais une histoire. Elle a évolué rapidement et de façon déterminante.

La première étape fut un moment de conquête et d'inégalité : conquête d'une nouvelle méthodologie, inégalité entre historiens français et africains francophones, les premiers apportant leur savoir aux seconds. On redécouvrit l'importance des sources orales comme sources d'histoire. Ce fut le fait de praticiens de terrain, anciens administrateurs de la France d'outre-mer venus à l'histoire par goût et conviction. Le plus connu d'entre eux, Yves Person, fut un pionnier très aimé des étudiants africains (il a enseigné un certain nombre d'années à l'Université de Dakar) auxquels il sut rendre leur dignité. Son rôle fut déterminant en France dans une querelle qui paraît aujourd'hui stupide : celle entamée par la quasi-totalité des historiens qui ne connaissaient rien à l'Afrique affirmant que l'Afrique n'avait pas d'histoire parce qu'elle n'avait pas d'écriture (alors que l'histoire orale s'était développée aux États-Unis depuis 1946 !). Homme de cœur et de passion, Person joua ainsi un rôle réparateur auprès des historiens africains écorchés par la colonisation en leur redonnant confiance en eux-mêmes face à ce mépris dominant : oui, l'histoire africaine existait, et on pouvait l'écrire depuis des siècles grâce aux traditions orales. Mais, au regard des progrès de la science historique et de l'école braudélienne qu'il ignorait superbement, *a posteriori* on peut s'interroger sur les effets pervers d'un combat alors légitime sur l'avenir de l'historiographie africaniste francophone : le parti pris résolument « événementiel » d'histoire-récit plutôt qu'histoire-problème a probablement, en définitive, freiné plus qu'il n'a fait progresser celle-ci restée tardivement sourde aux grands courants contemporains. Car l'influence d'Yves Person joua à plein sur les historiens africains qui, soit à Dakar, soit en Sorbonne où il enseigna ensuite, furent pour une génération formés par lui (8). Paradoxalement, son combat pour les sources orales profita surtout aux anthropologues de langue française alors plus novateurs sur le plan de la problématique. Il est d'ailleurs significatif que le nom qui reste attaché à la redécouverte des sources orales en histoire précoloniale africaine est plutôt celui de Jan Vansina (dont les derniers livres sont écrits en anglais), qui bénéficia d'une

(8) Préoccupé au premier chef par l'histoire contemporaine, je ne parle pas ici de J. Devisse dont le rôle fut surtout, succédant en ceci à R. Mauny, de développer la recherche archéologique française en

Afrique (très en retard sur la recherche aussi bien britannique qu'américaine), et de plaider vigoureusement auprès des autorités françaises l'intérêt de l'histoire africaine.

double formation à la fois en histoire et en anthropologie (9). Soulignons néanmoins à sa décharge que s'il n'était pas mort prématurément, il est probable qu'Yves Person aurait évolué comme Jan Vansina le fit au cours de sa longue carrière, révisant en 1985 de fond en comble sa vision primitive (1961) des sources orales (10).

À la fin des années 60 et au début des années 70 intervint une rencontre dynamique et féconde entre anthropologie économique et histoire économique à connotation marxiste. Les grands noms en furent pour la France Jean Bouvier et, à propos de l'Afrique, Claude Meillassoux et Samir Amin (11). Ces deux derniers, plus théoriciens, furent traduits en anglais. Alors qu'en France ces idées finirent par s'étioler dans des polémiques sclérosantes (telle celle auparavant intense sur les « modes de production ») (12), elles irriguèrent d'une vie nouvelle la pensée anglosaxonne où l'école anthropologique vivace dans les années 50 s'avérait en revanche inadaptée aux courants nouveaux nés de la décolonisation (13).

On constate donc, au tournant des années 80, une certaine impasse des études africanistes de langue française. À quelques exceptions près (ainsi Pierre Kipré dont le beau travail d'histoire urbaine soutenu en 1981 fut couronné d'un prix international) (14), les historiens africains, au nom de la nécessité de connaître d'abord le « comment » avant de s'interroger sur le « pourquoi », n'avaient pas encore surmonté l'approche événementielle et ne parvenaient guère à relativiser l'apport en partie figé de la « tradition ». Les historiens français étaient trop peu nombreux et la plupart des grandes thèses d'État novatrices ne sortirent qu'après 1980 : après celles de Claude-Hélène Perrot et de Marc Michel publiées en 1982 (15), il fallut attendre plusieurs années, voire une décennie pour les voir s'épanouir (16). Deux handicaps paraissaient dès lors quasi insurmontables.

(9) Voir sa récente autobiographie, *Living with Africa*, Madison, University of Wisconsin Press, 1994. L'ouvrage constitue par ailleurs une somme sur le développement des études africaines en Europe et aux États-Unis.

(10) J. Vansina, *De la tradition orale*, Tervuren, 1961, suivie de *Oral Tradition as History*, Londres, James Currey, 1986.

(11) Cf. C. Coquery-Vidrovitch, « Les débats actuels en histoire de la colonisation », *Revue Tiers-Monde*, t. XXVIII, n° 112, 1987, pp. 777-791.

(12) Cf. le bilan dressé *a posteriori* in *Revue canadienne des études africaines*, n° spécial, « Modes de production. Les défis africains », 1986, 170 p.

(13) Cf., à titre d'exemple, la revue de la pensée sur l'urbanisation africaine telle qu'elle s'est exprimée depuis les années 50, C. Coquery-Vidrovitch, « The Process of Urbanization in Africa (from the Origins to the Beginning of Independence) », *African Studies Review*, vol. 34, n° 1, 1991, pp. 1-98.

(14) P. Kipré (1981), *Histoire des villes en Côte-d'Ivoire 1893-1940*, Abidjan, Nouvelles Éditions africaines, 2 vol., 1985.

(15) C.-H. Perrot, *Les Ani-Ndenye et le pouvoir aux XVIII^e et XIX^e siècles en Côte-d'Ivoire*; M. Michel, *L'appel à l'Afrique. Contribution et réactions à l'effort de guerre en AOF 1914-1918*, les deux aux Publications de la Sorbonne.

(16) Pour s'en tenir aux thèses d'État d'universitaires titulaires en histoire contemporaine d'après 1982 (la décennie 70 n'a vu que celles de C. Coquery-Vidrovitch en 1970, Y. Person en 1971 et D. Bouche en 1975) : D. Domergue-Cloarec, *Politique coloniale française et réalités coloniales : la santé en Côte-d'Ivoire 1905-1958*, Paris, Académie des Sciences d'outre-mer, 1986 ; M. Lakroum (1987), « Chemins de fer et réseaux d'affaires en Afrique occidentale. Le Dakar-Niger 1883-1940 » ; H. d'Almeida-Topor (1987), *Histoire économique du Dahomey (Bénin) 1890-1920*, Paris, L'Harmattan, 1995, 2 vol. ; R. Pasquier (1987), « Le Sénégal au milieu du XIX^e siècle. La crise économique et sociale » ; F. Raison (1989), *Bible et pouvoir à Madagascar*, Paris, Karthala, 1991 ; J.-L. Triaud (1991), *Les relations entre la France et la Sanūstiyya 1840-1930. Histoire d'une mythologie colo-*

D'abord, le retard pris sur l'école historique française qui est une des meilleures du monde. Peut-être parce que le savoir historique sur l'Afrique, on vient de l'évoquer, a tardé à se faire reconnaître, il n'y a toujours qu'un seul historien de l'Afrique de rang magistral à l'EHESS, Elikia Mbokolo, à côté d'une demi-douzaine d'anthropologues africanistes et, notons-le, plus aucun géographe (il y en eut), politiste ou économiste de l'Afrique ; ce traitement quasi monodisciplinaire de l'aire culturelle de l'Afrique noire apparaît d'ailleurs comme une exception, car ni la Chine, ni le reste de l'Asie, ni l'Amérique latine, ni à plus forte raison la France ne sont soumis à cet exclusivisme qui résulte au moins autant de la frilosité classique des historiens de l'Hexagone que d'une sorte de chasse gardée anthropologique. Autrement dit, on assiste actuellement à une sorte d'inversion paradoxale due probablement au changement de statut implicite des héritiers directs de l'« École des Annales », passée de l'impulsion innovatrice à la reconnaissance académique (fut-elle de l'excellence). C'est donc à l'université, naguère si peu innovante en ce domaine, que sont disséminés aujourd'hui la quasi-totalité des historiens de l'Afrique (le CNRS se montrant pour eux aussi peu hospitalier) : mesure en définitive plutôt encourageante, puisque c'est à l'université surtout que se produit la transmission repensée du savoir.

L'autre handicap est le fossé qui ne cessait de se creuser entre la littérature de langue française et celle de langue anglaise, faute de traductions et de familiarité avec la langue anglaise (lacune aujourd'hui en passe d'être surmontée) par un grand nombre d'universitaires français. Malheureusement la réciproque n'est plus vraie : les nouvelles générations d'africanistes anglophones et même lusophones lisent de moins en moins le français (sauf bien entendu ceux qui travaillent en zone francophone et qui sont aussi de plus en plus nombreux). L'abondance croissante d'une bonne littérature de langue anglaise fait qu'ils n'en éprouvent plus guère la nécessité (17). La crise économique rejaillit aussi sur les éditeurs américains qui rechignent désormais à assumer le coût de traductions, elles-mêmes depuis quelques années de moins en moins subventionnées par le

niale, Paris EHESS, 1996 ; O. Goerg (1996), « Pouvoir colonial, municipalités et espaces urbains. Étude comparée Conakry-Freetown 1880-1914 », sous presse à L'Harmattan. Il faut tenir compte des publications novatrices d'E. Mbokolo et des travaux de J.-P. Chrétien (sur le Burundi), et se réjouir de nouvelles thèses qui feront date : F. Bernault (1994), *Démocraties ambiguës en Afrique centrale. Congo-Brazzaville, Gabon : 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996 ; S. Dulucq (1992), *La France et les villes d'Afrique noire francophone : 40 ans d'intervention 1945-1985* (sous presse à L'Harmattan) ; P. Boilley (1994), « Les Kel Adagh. Un siècle de dépendance 1893-1992 » (sous presse à Karthala) ; A. Hugon (1996), « Le méthodisme en Côte de l'Or au XIX^e siècle ». Il y en aurait d'autres à citer : D. Gondola (1993) sur les cultures urbaines congolaises, S. Né-

delec (1994) sur l'histoire des jeunes au Mali. On constate, néanmoins, que les travaux scientifiques proprement universitaires demeurent rares en histoire africaine française (même s'il faudrait y ajouter quelques autres thèses remarquables publiées, y compris de troisième cycle). Or ils se sont heureusement démultipliés depuis une quinzaine d'années chez nos collègues africains francophones, même si malheureusement beaucoup d'entre eux ne sont pas publiés ; ceci commence heureusement à changer grâce à la politique éditoriale des maisons ci-dessus citées, l'édition proprement africaine étant devenue inexistant en grande partie faute de moyens.

(17) Cf. l'excellente histoire récente du Mozambique par M. Newitt, *A History of Mozambique*, Bloomington, Indiana University Press, 1995.

ministère français de la Culture qui avait fait auparavant de gros efforts dans cette direction : les subventions à la traduction pouvaient encore atteindre, il y a trois ou quatre ans, 80 % du coût du travail ; elles sont tombées aujourd'hui à moins d'un tiers : ce n'est plus assez pour un éditeur étranger.

Les jeunes africanistes de langue française, qu'ils soient Français ou Africains, sont en train de changer : ils ont compris la nécessité de connaître les travaux dans l'autre langue. Tous ceux qui le peuvent vont dorénavant faire un séjour dans une des grandes universités du monde anglophone ; les accords européens Erasmus/Socrates s'y prêtent, de même que pour les titulaires du DEA les échanges interuniversitaires avec les universités américaines. Une impulsion déterminante fut donnée par la découverte par le monde francophone du domaine sud-africain jusqu'alors pratiquement ignoré. Cette méconnaissance des réalités de l'Afrique australe tenait en partie à la rupture des relations diplomatiques donc culturelles avec le gouvernement de l'apartheid, mais relevait aussi d'une fâcheuse tendance héritée de la période coloniale à limiter le champ africain au champ francophone, ce que ne font plus en revanche nos confrères d'outre-Atlantique (ainsi que je l'entendis naguère d'un collègue français, géographe de surcroît, dans une grande envolée dont il ne perçut pas les limites : « toute l'Afrique, du Sénégal au Cameroun... ») : or, comme je le répète depuis plusieurs années à mes étudiants de recherche, il n'existe plus de zone africaine francophone où l'on ne doive se référer à au moins un et souvent plusieurs ouvrages d'histoire de *base* en anglais (18). Les francophones sont très loin de pouvoir en dire autant à propos des régions anglophones d'Afrique...

Qu'on le veuille ou non, l'anglais est devenu aujourd'hui langue scientifique internationale, en sciences humaines comme en sciences dures. Les Africains francophones l'ont compris plus vite que beaucoup d'africanistes français. Ils deviennent de plus en plus bilingues, d'autant plus vite que la francophonie bafouée par la réduction drastique des crédits de coopération et les lois restrictives sur l'immigration est devenue un leurre. C'est aussi pourquoi, parce que leur culture est plus ample – du moins pour

(18) Citons par exemple le Sénégal : parmi les livres de base M. Crowder, *Senegal. A Study of French Assimilation Policy*, Londres, Methuen, 1962 ; M. Klein, *Islam and Imperialism in Senegal. Sine Saloum 1847-1914*, Stanford University Press, 1968 ; W.G. Johnson, *The Emergence of Black Politics in Senegal : the Struggle for Power in the 4 Communes 1900-1920*, Stanford University Press, 1971... Songeons à la somme réalisée par D. Robinson sur El Hadj Omar. Heureusement, les éditions Karthala, sous l'influence d'un bilingue convaincu, J. Copans, ont entrepris un travail limité mais nécessaire de traduction d'ouvrages en anglais d'histoire de l'Afrique francophone : parmi lesquels D. Robinson, *La guerre sainte d'al-Hajj Umar*, 1988 ; mais aussi R. Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, 1986 ;

G.W. Johnson, *Naissance du Sénégal contemporain 1900-1920*, 1991. L'Harmattan a publié la traduction de l'ouvrage d'H. Weiss qui reçut en 1965 le très honorifique prix Herskovits, *Radicalisme rural et lutte pour l'indépendance au Congo-Zaïre. Le PSA 1959-1960*, 1994. L'université de Louvain-la-Neuve a traduit de même, mais de façon malheureusement confidentielle faute de moyens, la somme de J. Vansina, *Sur les sentiers du passé en forêt. Les chemineurs de la tradition politique ancienne de l'Afrique équatoriale*, Aequatoria, 1991, et on annonce la traduction de la synthèse novatrice de J. Iliffe, *The Africans. History of a Continent*, Cambridge University Press, 1995. Mais à côté de ces quelques efforts, combien d'ouvrages fondamentaux ne seront jamais traduits !

ceux qui ont la chance de circuler en dehors du continent –, ces jeunes intellectuels africains francophones sont en passe de devenir des historiens de qualité, d'une qualité qui s'annonce plus novatrice que celle de bien des Français. Pour deux raisons : d'une part parce que l'ouverture sans complexe sur le monde scientifique anglophone leur offre à la fois plus de savoir et plus de moyens, et d'autre part parce que nous autres Français, comme d'ailleurs tous les peuples au passé colonial, gardons souvent un réflexe conservateur, celui de penser que l'érudition occidentale est la meilleure du monde. Or ce n'est plus vrai, ni des bibliothèques françaises (sans même parler des bibliothèques quasi inexistantes des universités africaines francophones) qui deviennent, sur le plan du savoir africaniste, des lieux sous-développés, ni des connaissances, parce que celles-ci sont trop souvent imbues de façon inconsciente d'un complexe tenace de supériorité qui résiste de moins en moins à la confrontation des réalités sur le terrain. Je n'entends pas faire du misérabilisme généralisé : il demeure, en France, d'excellents jeunes chercheurs, et aussi de moins jeunes. Mais il est temps pour les moins jeunes de comprendre à quel point la tonalité change. Le temps n'est plus au paternalisme scientifique, même si le savoir en Afrique demeure encore trop souvent balbutiant. La mondialisation du savoir a au moins cela de bon : les historiens africains responsables sont désormais nombreux. Ce n'est que normal, dira-t-on. Ce n'est pas une spécificité de l'histoire, c'est un fait patent quelle que soit la discipline. L'expert international a vécu, ou du moins devrait avoir vécu car les pratiques mettent du temps à s'adapter aux faits. La coopération de substitution a bien du mal à faire place, dans les mœurs occidentales, à une réelle collaboration scientifique entre regards croisés. Et ceci aussi, les intellectuels anglophones – à la différence des économistes de la Banque mondiale – l'ont compris avant beaucoup de francophones.

Catherine Coquery-Vidrovitch

Université Paris-VII Denis-Diderot/CNRS, janvier 1997